

## APPEL A PROJETS DE RECHERCHE-ACTION VISANT LA RÉALISATION DE FICHES D'INVENTAIRE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL EN FRANCE

**Campagne 2021-2022**

---

### **I | Contexte de l'appel à projets : la convention UNESCO de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.**

---

Par la loi n° 2006-791 du 5 juillet 2006, la France a ratifié la Convention UNESCO sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003. Le patrimoine culturel (PCI) est ainsi défini par l'Unesco (art. 2) :

*les « pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine.*

*Le patrimoine culturel immatériel, se manifeste notamment dans les domaines suivants :*

- les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ;*
- les arts du spectacle ;*
- les pratiques sociales, rituels et événements festifs ;*
- les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ;*
- les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel.*

*Les buts de la convention sont la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ; le respect du patrimoine culturel immatériel des communautés, des groupes et des individus concernés ; la sensibilisation aux niveaux local, national et international à l'importance du patrimoine culturel immatériel et de son appréciation mutuelle ; la coopération et l'assistance internationales ».*

---

### **II | Objectifs de l'appel à projets : encourager la recherche appliquée et enrichir l'Inventaire national du patrimoine culturel immatériel en France.**

---

Chaque État-partie doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire, et en particulier

*« s’attacher à identifier et définir les différents éléments du patrimoine culturel immatériel présents sur son territoire, avec la participation des communautés, des groupes et des organisations non gouvernementales pertinentes. Pour assurer l’identification de ce patrimoine en vue de sa sauvegarde, chaque État-partie doit dresser un ou plusieurs inventaires du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire. Ces inventaires font l’objet d’une mise à jour régulière. » (art. 11 et 12).*

Le présent appel à projets de recherche, appliqués à l’étude et à l’inventaire de pratiques culturelles immatérielles susceptibles d’être incluses à l’Inventaire national du PCI en France, vise à :

- 1) contribuer à l’enrichissement de cette ressource d’intérêt national, tenue et publiée en ligne par le ministère de la Culture depuis 2008 ;
- 2) contribuer à la recherche en sciences sociales dans le domaine du PCI.

---

### **III | Interlocuteur des candidats au ministère de la Culture.**

---

Au sein de la direction générale des Patrimoines (ministère de la Culture), la délégation à l’inspection, la recherche et l’innovation (DIRI) met en œuvre la Convention UNESCO de 2003 sur la sauvegarde du PCI. Elle assure la veille et diffuse les informations relatives au patrimoine culturel immatériel français, contribue à l’action de formation, initiale et continue en la matière, et gère et diffuse l’Inventaire national du PCI en France, en collaboration avec les directions ministérielles et les organismes extérieurs concernés.

La DIRI, pour la réalisation de cet Inventaire, travaille avec des chercheurs spécialisés et avec des structures représentatives des porteurs de pratiques (associations, groupes mandatés de manière explicite par les praticiens...).

---

### **IV | Outils et supports à disposition des candidats.**

---

La Convention de 2003 (<https://ich.unesco.org/fr/convention>), les Directives opérationnelles (édition 2018) (<https://ich.unesco.org/fr/directives>) et les Principes éthiques associés à cette convention (<https://ich.unesco.org/fr/ethique-et-pci-00866>) sont consultables sur le site Internet de l’UNESCO. Ils doivent servir de fil conducteur au chercheur candidat pour la détermination des pratiques culturelles immatérielles concernées et pour la réalisation de son étude et de son inventaire final.

Les fiches d’inventaire livrées par les candidats retenus devront suivre le modèle de fiche accessible sur le site Internet du ministère de la Culture, qui propose également un vade-mecum rédactionnel :

<https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Patrimoine-culturel-immateriel/L-inventaire-national-du-PCI/Fiche-type-et-vade-mecum>

L’Inventaire national du PCI en France compte, au 1<sup>er</sup> mars 2021, 490 éléments, dont les fiches correspondantes sont consultables sur le site Internet du ministère de la Culture :

<https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Patrimoine-culturel-immateriel/L-inventaire-national-du-PCI/Inventaire-national>

**Il est demandé aux candidats de porter une attention particulière aux fiches déjà réalisées, afin de saisir l’esprit qui a présidé à leur élaboration et d’éviter de proposer une recherche appliquée autour d’une pratique culturelle immatérielle déjà incluse à l’Inventaire national.**

---

## V | Cadre méthodologique du projet et critères de sélection.

---

### *Choix des pratiques à inventorier*

La recherche proposée devra prioritairement porter sur les catégories thématiques prévues par la Convention de 2003 :

- les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ;
- les arts du spectacle ;
- les pratiques sociales, rituels et événements festifs ;
- les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ;
- les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel.

L'Inventaire national du PCI en France accueille exclusivement **des pratiques vivantes**, conformément aux Principes éthiques de la Convention : « *La nature dynamique et vivante du patrimoine culturel immatériel doit être respectée en permanence* » (principe n° 8).

Dans l'esprit de la Convention, fondé sur les stipulations déjà citées, les pratiques culturelles immatérielles proposées à l'inventaire devront, plus largement, être :

- vivantes, recrées par les communautés et transmises de génération en génération ;
- conformes à l'exigence du développement durable (faible impact sur l'environnement, inclusion sociale, réduction des inégalités...);
- sans risque de commercialisation ou d'appropriation géographique excessives ;
- favorables à la diversité culturelle et au dialogue, conformes à l'exigence du respect mutuel entre communautés, groupes et individus et aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'Homme ;
- étrangères à toute notion de conflit, de guerre ou de violence, entre êtres humains, entre animaux ou entre êtres humains et animaux.

### *Précisions méthodologiques*

Un des principaux points de la Convention UNESCO pour la sauvegarde du PCI stipule que l'inventaire doit être réalisé avec la participation la plus large possible des communautés ou des groupes d'individus héritiers ou détenteurs de ces patrimoines immatériels (art. 2). En ce sens, **les projets ne rendant pas compte d'une implication directe, active et concertée des communautés concernées ne seront pas retenus.**

La capacité à analyser les pratiques selon la méthode de l'enquête anthropologique constituera un des critères d'évaluation des dossiers de candidature.

### *Restitution de la recherche appliquée*

La production de notices (= fiches) pour cet inventaire est un objectif essentiel du projet candidat et de l'enquête de terrain associée.

La DIRI assurera un suivi régulier de l'avancement de l'enquête, le chercheur lauréat l'informerá de problèmes méthodologiques éventuellement rencontrés.

Les fiches d'inventaire réalisées seront versées à l'Inventaire national, reversées sur le site contributif PCI Lab (<https://www.pci-lab.fr/>) et sur Wikipedia.

### *Durée du projet de recherche*

**Aucun projet dépassant une durée de réalisation de 18 mois, à compter de la notification de la subvention de recherche, ne sera pris en compte.**

---

## VI | Livrables attendus.

---

Au terme du projet, le chercheur lauréat devra fournir :

- le rapport de recherche, exposant le déroulement l'enquête et développant une réflexion critique sur l'opération. Ce rapport comprendra entre autre la méthodologie d'enquête effectivement mise en œuvre, la description du processus de concertation et de participation de la communauté patrimoniale, les motivations de cette dernière, la réflexion collective sur la définition du périmètre de l'élément, sur les choix de mesures de sauvegarde, avec les éventuels désaccords exprimés, les tensions à l'œuvre, les processus de décisions collectives, etc. La problématique de la recherche devra clairement apparaître dans ce rapport.
- une ou plusieurs fiche(s) d'inventaire, suivant le modèle recommandé *supra*, aux formats texte (DOC, ou ODT, ou RTF) et PDF, illustrées de photographies,
- les vues numériques ayant servi à illustrer la fiche, à part, au format JPG et en haute définition, accompagnées de leurs légendes et de leurs crédits
- le cas échéant, un extrait/montage audio et/ou vidéo de 5 mn maximum, réalisé dans le but d'une diffusion internet auprès du grand public et accompagné des crédits nécessaires,
- la liste des archives constituées au cours de l'enquête (fiches de collecte ; entretiens audio ; films vidéo). Ces archives pourraient être versées auprès d'une institution patrimoniale.

Outre la mise en ligne des fiches d'inventaire livrées, les rapports de projet et les fiches d'inventaire à l'appui peuvent faire l'objet, de la part du DIRI, d'une diffusion, à titre de documentation scientifique, dans le réseau des Ethnopôles labellisés par le ministère de la Culture.

---

## VII | Calendrier.

---

La date limite d'envoi des dossiers est fixée au **dimanche 23 mai 2021**.

La sélection des dossiers lauréats interviendra le **mardi 1<sup>er</sup> juin 2021** et tous les candidats seront prévenus des résultats de cette sélection.

Le paiement de la subvention attribuée aux chercheurs lauréats interviendra :

**\* en 2 phases, si le projet comprend 1 ou 2 fiches d'inventaire :**

- \* 60 % à la notification de la sélection du projet,
- \* le solde (40 %), après remise des livrables et d'un compte d'emploi portant sur le montant total du programme, et à la notification du parfait achèvement.

**\* en 3 phases, si le projet comprend 3 fiches d'inventaire ou plus :**

- \* 30 % à la notification de la sélection du projet,
- \* 30 % à mi-parcours, après remise d'un rapport d'avancement du travail et d'un compte d'emploi intermédiaire (état des frais déjà engagés) ;
- \* le solde (40 %), après remise des livrables et d'un compte d'emploi portant sur le montant total du programme, et à la notification du parfait achèvement.

---

## VII | Transmission électronique des éléments et contacts.

---

La demande de subvention de recherche complétée et accompagnée des documents réglementairement demandés à l'appui sera transférée **exclusivement par voie électronique**, à l'adresse :

carole.giovanetti@culture.gouv.fr

Le lien URL des fichiers à l'appui, préalablement déposés sur We Transfer (<https://wetransfer.com/>), sera communiqué par la même occasion.

Les éléments, soit intermédiaires, soit finaux, qui témoigneront de la complète réalisation du projet et permettront le règlement du solde, seront transmis de la même manière.

### **Pour tout renseignement de type scientifique et pour la remise des livrables :**

- Valérie PERLES, chargée de mission ethnologie et PCI, délégation à l'inspection, la recherche et l'innovation, direction générale des Patrimoines et de l'architecture.

[Valerie.perles@culture.gouv.fr](mailto:Valerie.perles@culture.gouv.fr)

- Thomas MOUZARD, chargé de mission ethnologie et PCI, délégation à l'inspection, la recherche et l'innovation, direction générale des Patrimoines et de l'architecture.

[thomas.mouzard@culture.gouv.fr](mailto:thomas.mouzard@culture.gouv.fr)

### **Pour tout renseignement de type administratif ou financier :**

- Carole GIOVANNETTI, assistante gestionnaire, délégation à l'inspection, la recherche et l'innovation, direction générale des Patrimoines et de l'architecture.

[carole.giovanetti@culture.gouv.fr](mailto:carole.giovanetti@culture.gouv.fr) / 01 40 15 87 24

**Mise à jour : 02 mars 2021**